



COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE TELEPHONEE DU 26 MARS A 16 H30

La conférence téléphonique quotidienne s'est tenue ce jour à 16 heures 30 entre les organisations syndicales (CGT, Solidaires, FO, CFDT) et les équipes de direction pour faire le point sur le plan de continuité d'activité (PCA).

Le directeur a commencé par faire un résumé de la conférence qu'il avait eue avec le ministre et le DG. Le ministre a rappelé la « nécessité absolue de maintenir la vie économique de la Nation en réalisant nos opérations financières régaliennes » tout en « prenant en compte les contraintes des agent.es ».

Après plus de 10 ans (depuis la fusion DGCP/DGI) à nous expliquer que nos missions n'étaient pas régaliennes et qu'elles pouvaient même pour certaines être livrées au privé (dernier exemple en date, l'encaissement du numéraire par les buralistes), la CGT Finances Publiques Paris se félicite que le ministre se rende compte du rôle essentiel de nos services. Nous ne manquerons pas de le lui rappeler après la crise sanitaire, à l'instar de l'hôpital public et de ses soignant.es.

Le 25 mars, 538 collègues étaient présents dans les services.

A ce jour, la DRFIP nous a annoncé qu'il y avait 61 cas suspects ou avérés.

D'autres informations nous ont été livrées, notamment que le fond de soutien aux entreprises serait directement versé par la DG et pas par les SIE. Or les entreprises s'adressent aux SIE par la messagerie. Ce sont donc les collègues de ces services qui ont la charge de répondre aux entreprises. Nous avons demandé à la direction qu'elle rédige un message type de réponse aux entreprises.

Le directeur a indiqué également que la responsabilité des comptables était levée pour des opérations exceptionnelles liées au COVID 19.

Concernant la campagne IR, le directeur nous a annoncé que la direction générale était toujours en réflexion, notamment sur son prolongement, mais que la date de début de campagne fixée au 9 avril était pour l'instant la piste privilégiée. La CGT s'est étonnée de ce maintien dans la mesure où nous nous dirigeons vers une prolongation du confinement. En effet, comment assurer l'accueil des contribuables dans de telles conditions ? Dans le même ordre d'idée, nous ne comprenons pas pourquoi il y a encore autant de collègues présents dans les SIP alors qu'ils ne traitent pas de missions pour le soutien économique. Peut-être pour préparer cette campagne ?

Ayant appris que La Poste ne distribuait le courrier que 3 jours par semaine, la CGT a aussi demandé que les équipes de courrier sur les sites soient encore réduites, voire qu'elles ne soient présentes que les jours de distribution.

La désinfection des services dans lesquels des collègues ont été mis en quatorzaine devrait être faite. La direction nous a répondu que cette désinfection ne doit être pratiquée que sur préconisation du médecin de prévention. Mais, elle n'a toujours pas trouvé une entreprise qui pourrait assurer cette prestation. Nous savons par ailleurs que les Hauts-de-Seine en ont trouvé une qui va notamment désinfecter un service de Levallois sis boulevard de Reims, ce qui permettra de faire de même dans un service du 17ème où un cas a été avéré.

Puis nous avons abordé le problème du nettoyage des sites très dégradé, dans cette période de risque sanitaire où en plus les collègues sont obligés de déjeuner sur place. La direction a répondu que certains agents du ménage sont confinés, ce que l'on peut comprendre. Par contre, il est plus difficile de comprendre quand la direction dit que ces agents n'ont pas toujours les bonnes consignes. Et de conclure : « *On essaye de faire sinon au mieux mais au moins mal.* » Un directeur est allé jusqu'à suggérer que les agents ramènent leur poubelle chez eux. Et puis quoi encore ? Eh bien justement, il est anormal que certains de nos collègues soient obligés de venir avec leurs propres produits d'entretien et de faire eux-mêmes le ménage (vider les poubelles, nettoyer les toilettes...).

Le CGT réitère avec insistance sa demande de dotation de lingettes en grand nombre pour tous les services. La CGT réaffirme que les réponses de la direction en matière d'hygiène ne sont pas suffisantes et que la santé des agent.es mobilisé.es en présentiel doit être la priorité.

La prochaine conférence se tiendra demain après-midi à une heure non encore déterminée.